

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/La-politique-europeenne-sur-les-agrocarburants-remise-en-cause-par-un-rapport-interne.783.html>

Le rapport « Biocarburants dans le contexte européen »

# La politique européenne sur les agrocarburants remise en cause par un rapport interne

- Humain - Contribution Sociale - Réseau des acteurs du DD -



Date de mise en ligne : lundi 21 janvier 2008

---

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous  
droits réservés

---

**Grâce à une fuite, les Amis de la Terre ont pu prendre connaissance d'un document de la Commission européenne qui condamne sans appel le projet de la Commission de fixer comme objectif obligatoire, le taux de 10% d'agrocarburants dans les carburants pour les transports. Ce rapport transmis aux Amis de la Terre et BirdLife International révèle que la politique des agrocarburants de l'Union européenne s'élèvera probablement à un coût net de 65 milliards d'euros, nécessitera d'immenses étendues de terres hors d'Europe. Le rapport met même en question l'efficacité de cet objectif pour obtenir la moindre diminution des émissions de gaz à effet de serre.**

Le rapport « *Biocarburants dans le contexte européen* » a été rédigé par le Centre Commun de Recherche (Joint Research Center), l'organisme scientifique interne de la Commission européenne. Le rapport fait une analyse des avantages/inconvénients des agrocarburants, en termes d'émissions de gaz à effet de serre, d'amélioration de la sécurité des approvisionnements et de la création d'emplois.

Le rapport donne clairement un zéro pointé dans ces trois domaines :

▶ **Diminution des émissions des gaz à effet de serre** : à cause des effets indirects lors de la culture des agrocarburants, le Centre Commun de Recherche conclut qu'on n'a « *aucune certitude que l'objectif d'incorporation de 10% d'agrocarburants dans les carburants automobiles va permettre ou pas d'économiser des gaz à effet de serre* ». Le rapport explique que, contrairement à ce qu'on pensait précédemment, l'utilisation d'engrais azotés a une incidence nettement plus importante sur les émissions de gaz à effet de serre et que le changement de vocation des terres (déforestation, drainage de tourbières ou labourage de pâturage) pouvait potentiellement relâcher suffisamment de gaz à effet de serre pour annihiler les gains des agrocarburants de l'UE.

▶ **Sécurisation de l'approvisionnement** : l'UE ferait mieux d'investir dans des capacités de stockage supplémentaires pour créer une réserve de pétrole stratégique afin d'amortir les chocs à court terme sur l'approvisionnement, plutôt que d'investir (des sommes beaucoup plus importantes) dans les agrocarburants qui ne donneront qu'une réponse limitée au problème de l'insécurité des approvisionnements. « *Il y aurait un effet positif, mais son importance est minime comparée aux coûts* » rajoute le rapport.

▶ **Création d'emplois** : la création potentielle d'emplois risque de n'être qu'un vœu pieu puisque les gains dans le secteur des agrocarburants seront probablement compensés par des pertes dans d'autres secteurs touchés par cet objectif. Toujours d'après le Centre Commun de Recherche, « *L'effet net sur l'emploi sera insignifiant* ».

▶ **L'analyse « avantages/inconvénients »** : on peut lire dans le rapport que « *Les inconvénients de l'utilisation des agrocarburants pèsent plus lourd que les avantages* ». Il y est calculé qu' « *en fixant cet objectif obligatoire sur les biocarburants, on ponctionnera les caisses publiques, avec une probabilité de 80%, d'une somme comprise entre 33 et 65 milliards d'euros* ».

Le rapport conclut en affirmant qu' « *en utilisant les mêmes quantités d'argents et de biomasse, on pourrait obtenir une diminution des gaz à effet de serre nettement plus importante, uniquement en fixant des objectifs globaux, au lieu de les limiter aux seuls transports* ».

Ce rapport paraît au moment où des associations écologistes et de solidarité demandent que cet objectif de 10%

obligatoires d'agrocarburants soit abandonné vu les problèmes écologiques et sociaux qu'il entraîne et juste quelques jours avant que la Commission européenne ne dévoile sa Directive sur la promotion des sources d'énergies renouvelables.

Pour Christian Berdot des Amis de la Terre-France : « *Même les experts de la Commission reconnaissent que les agrocarburants n'apportent rien, ni pour lutter contre les changements climatiques, ni pour garantir la sécurité des approvisionnements énergétiques et qu'en plus, ils vont coûter aux contribuables européens des sommes énormes. [Cette directive a été dictée par les intérêts de quelques grands groupes industriels.](#) Il est temps que la Commission revoit sa copie, mette en place les bases d'une économie européenne sobre en énergie et s'attaque réellement aux causes des changements climatiques ».*

*Post-scriptum :*

*Source : communiqué de presse des Amis de la Terre du 21 janvier 2008*